

Questions orales

mettant de prévoir une nouvelle année record en ce qui concerne le montant des prestations versées? Dans l'affirmative, quel est son pronostic à cet égard?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas aux prestations versées en termes de record à battre ou à ne pas battre. Nous les versons aux personnes qui y ont droit en raison des circonstances de leur cas.

M. Alexander: J'ai une dernière question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Je sais que l'ancien ministre du Travail a horreur de ces questions, et je sais qu'il cherche à éluder celle-ci, mais je le prie d'y répondre. Le ministre a-t-il une idée du montant total des prestations qui seront versées en 1974? C'est tout ce que je demande, et je sais qu'il possède la réponse.

M. Andras: Monsieur l'Orateur, le député induit la Chambre en erreur, non pas délibérément mais par inadvertance, en disant que je possède cette réponse et que je peux la fournir à brûle pourpoint.

* * *

LES FINANCES

LES MOTIFS DE L'ÉCART D'IMPOSITION ENTRE LES EMBARCATIIONS ET LES AUTOMOBILES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances au sujet de la taxe supplémentaire sur certains véhicules, étant donné qu'il y a une grave récession dans les secteurs de la fabrication, de la vente de gros et de détail de l'industrie de la navigation. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi il a l'intention d'imposer une surtaxe discriminatoire de 10 p. 100 à cette industrie, ce qui augmenterait de \$600 la taxe sur un hors-bord de \$6,000, tandis que la surtaxe sur les automobiles à forte consommation d'énergie et qui coûtent de \$10,000 à \$12,000 ne s'appliquerait qu'à 200 ou 300 livres supplémentaires, ce qui signifie probablement une surtaxe d'au plus \$100?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

● (1500)

L'AGRICULTURE

LES PORCS—L'ÉPUISEMENT DU CONTINGENT AMÉRICAIN D'IMPORTATION DU CANADA—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, étant donné que le contingent trimestriel d'exportation de porcs vifs aux États-Unis sera atteint à la fin de cette semaine, le ministre de l'Agriculture nous dirait-il à quelles mesures il a songé pour remédier à une aussi grave situation?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous ne prévoyons pas de graves difficul-

[M. Alexander.]

tés au sujet des viandes porcines. Les dispositions et plans concernant les mesures que nous allons prendre à ce sujet ne sont pas encore arrêtés, mais nous en délibérons.

* * *

LES FINANCES

LA PRÉPARATION DES MESURES BUDGÉTAIRES RELATIVES À L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET LE RAPPORT DE L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, hier soir le premier ministre a déclaré à la Chambre, et je cite:

Nous avons pris les mesures qui nous semblaient nécessaires pour atteindre un objectif qui permettra de garder l'industrie saine.

Le premier ministre parlait alors du pétrole. J'aimerais demander au ministre des Finances s'il disposait du dernier rapport de l'Office national de l'énergie sur les approvisionnements de pétrole avant de présenter son budget et si les études utilisées par son ministère, dans la préparation du budget, indiquaient que les travaux d'exploration du pétrole et du gaz augmenteraient, resteraient stationnaires ou diminueraient à la suite du budget? Je voudrais aussi demander au ministre s'il aurait l'obligeance de déposer ces études à la Chambre.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai traité de la question de façon détaillée en réponse aux questions que m'a posées hier le chef de l'opposition. Le député pourrait peut-être se reporter à ces réponses et si ces renseignements ne lui suffisent pas, me poser de nouveau la question demain.

LA QUESTION DE LA DÉDUCTIBILITÉ D'UNE CERTAINE PROPORTION DES REDEVANCES

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'il a signalé à deux reprises dans son discours à la Chambre hier que le taux excessif des redevances érodait l'assiette fiscale fédérale, et étant donné que le ministre des Finances a déclaré que les provinces sont allées trop loin, laissant entendre qu'un taux légèrement inférieur des redevances provinciales aurait pu être acceptable, le gouvernement songerait-il à réintroduire la déductibilité des redevances aux fins de l'impôt fédéral dans une proportion qu'il jugerait raisonnable afin que les Canadiens ne soient pas menacés de geler dans l'obscurité?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je pense que c'est là une question intéressante, et si elle m'avait été posée par le premier ministre de l'une des provinces il y a quelques mois, nous aurions peut-être présenté un budget différent, bien que je n'en sache rien. Il est évident que les provinces productrices n'ont pas voulu agir dans ce sens.

LA PRÉPARATION DES MESURES BUDGÉTAIRES RELATIVES AUX REDEVANCES PAR LE MINISTRE DES FINANCES ET LE RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire se rattachant à celle du député de Calgary-Sud et à une que j'avais posée hier. J'aimerais signaler au ministre des Finances qu'un chapitre de ce rapport précise: